Rentrée Solennelle du Barreau de Toulouse – 19 juin 2015

Rumeur et calomnie, la Justice défiée

Discours d'Etienne DURAND-RAUCHER, Premier Secrétaire de la Conférence

« Elle est sale, elle est glauque et grise, insidieuse et sournoise, d'autant plus meurtrière qu'elle est impalpable. On ne peut pas l'étrangler. Elle glisse entre les doigts comme la muqueuse immonde autour de l'anguille morte. Elle sent. Elle pue. Elle souille. C'est la rumeur. »¹

C'est en tout cas ainsi que la définissait Pierre DESPROGES.

Madame Le Bâtonnier,

Mesdames, Messieurs les Membres du Conseil de l'Ordre,

Mesdames, Messieurs les Magistrats,

Mesdames, Messieurs,

Mes Chers Confrères,

Le 17 mars 1995, à l'occasion de la Rentrée Solennelle de notre Barreau – oui, il fut un temps où les Rentrées Solennelles avaient lieu en mars, mais aussi en décembre, en octobre, en janvier, en février...j'ai abandonné définitivement l'idée d'y trouver une logique quelconque - le 17 mars 1995, donc, notre Confrère et Lauréat de la Conférence Stéphane RUFF, avec brio, faisait vivre à l'assistance le procès de la Rumeur².

L'audience était selon ses termes solennelle, l'enjeu de taille, ce n'était pas tous les jours qu'on appréhendait la Rumeur.

Rassurez-vous, je ne vais pas refaire ce procès, j'ai déjà l'outrecuidance d'évoquer un thème déjà traité par un Ancien Lauréat...

Je vous en rappellerai seulement le verdict : la Rumeur fut condamnée.

Mais, Stéphane RUFF, lucide, concluait ses propos en indiquant que nonobstant une condamnation ferme, ce fut la rumeur qui gagna !

La Justice avait eu l'audace de faire un procès à la Rumeur et de la condamner ? La Rumeur se vengerait.

¹ Pierre DESPROGES, *Chroniques de la haine ordinaire*

² « Mythe et réalité : le procès de la rumeur » par Maître Stéphane RUFF, discours prononcé le 17 mars 1995 à l'occasion de la Séance solennelle d'ouverture de la conférence du Stage

Sa vengeance, elle serait insidieuse, sournoise : la Rumeur défierait la Justice sur son propre terrain.

La Rumeur avait une idée bien précise, et elle allait la renouveler à plusieurs reprises. Pousser les portes de la Justice, y pénétrer pour injecter son venin, et finalement la soumettre.

Dimanche 18 mai 2003.

Région parisienne. Boulogne Billancourt.

Tour TF1, Plateau du Journal Télévisé, 20h.

Claire Chazal, brushing parfait, veste cintrée blanche sur chemisier en soie d'un blanc un peu moins soutenu, l'interroge.

Lui, costume bleu marine, chemise bleue ciel et cravate aux motifs discrets qui lui serre un peu trop la gorge ce soir. Il a l'habitude des plateaux télévisés. Le début de sa carrière fut de l'autre côté du plateau, ou derrière les objectifs, avant d'être un Maire apprécié de ses administrés, et à cet instant Président de l'Autorité censée réguler l'audiovisuel. Il connaît parfaitement les rouages médiatiques, il en maîtrise les mécanismes, et ce soir, il veut couper court à la rumeur dont il sent le souffle, il veut la prendre « à la gorge ».

Pourtant, ce soir, la chaleur des projecteurs sous lesquels il a l'habitude de prendre la parole est trop forte. La sueur perle à son front.

Vous l'entendez déjà, le poison de la rumeur. Vous l'entendez se nourrir de la haine et de l'ignorance. « Regarde-le, il n'est pas tranquille, il n'y a pas de fumée sans feu, il ne doit pas avoir la conscience tranquille le bonhomme... de toute façon ces politiques, tous les mêmes, ce sont des tordus ».

Il a beau nier, avec la maladresse d'un innocent qui se défend, de toutes ses forces, les barbaries atroces dont on l'accuse, la Rumeur a déjà fait son nid.

Elle se nourrit autant des dénégations de ses victimes que de leurs silences coupables.

Ce 18 mai 2003, Dominique BAUDIS avait voulu casser la rumeur, pointant sa folie, son absurdité.

Le résultat, qui aurait été peut-être ou sans doute le même s'il avait gardé le silence, fut la croissance exponentielle de la Rumeur pendant les mois qui suivirent.

Pas un jour sans un nouveau détail sordide et tellement inconcevable qu'il en rendait plus crédible le détail tout aussi sordide dévoilé la veille.

Il faut dire que dans sa course haineuse, la Rumeur avait des alliés de poids :

- la concurrence des médias ne reculant devant rien pour publier ou diffuser l'exclusivité la plus sordide possible, et assurant un audimat record, la curiosité flirtant avec un voyeurisme excité par un triptyque détonnant : barbaries – tueur en série – notable ;
- La motivation exacerbée de règlements de compte politiques.
- Une Justice fragile guidée et orientée par la Rumeur – nous y reviendrons.

Bien sûr, après un combat de deux ans, une ordonnance de non-lieu fut prononcée, confirmant définitivement que Dominique Baudis n'avait rien à voir avec ces accusations. Mais avec quelles blessures ?

Encore a-t-il eu la chance de ne pas perdre ses fonctions, son statut, son aura auprès des toulousains.

Mardi 27 mai 2003.

Toulouse, place du Salin.

Cour d'Appel.

Bureau du Procureur Général (mais si, vous savez, il faut prendre l'ascenseur D1, aller au 3^e étage, pousser la porte qui ouvre sur un long couloir donnant sur une autre porte, badger, se rendre compte que le badge avocat n'ouvre pas la porte, revenir sur ses pas, rappeler l'ascenseur, renoncer à l'attendre, prendre l'escalier D1 avant d'entendre l'ascenseur arriver finalement, traverser la salle des pas perdus même si vous l'êtes, prendre l'escalier B2, remonter au 3^e étage, traverser le TPE ou d'improbables affiches sur le Roi Lion ou Bernard et Bianca côtoient des enfants plus grand que vous, rebadger, hurler victoire alors que la porte s'ouvre sous un regard inquisiteur de la greffière, traverser un long couloir à la peinture blanche impeccable sans savoir dans quelle direction vous allez et en espérant que c'est celle de la Cour d'Appel, prendre à droite, repousser une porte, se décaler légèrement vers la gauche. Voilà vous y êtes, c'est là !)

Bureau du Procureur Général.

Jean Volff, Procureur Général près la Cour d'Appel de Toulouse, reçoit une télécopie par laquelle le ministre convoque une réunion des procureurs généraux le lendemain après-midi.

S'étonnant de cette réunion de dernière minute, il réserve cependant un avion pour le lendemain.

Après le télécopieur, le téléphone se met à sonner. Cabinet du Ministre de la Justice. On lui demande s'il a l'intention de répondre à cette convocation, avant de lui indiquer que sa présence n'est pas souhaitée.

Le lendemain, mercredi 28 mai 2003, alors qu'il n'est encore nommé à aucun autre poste, Jean Volff apprend la nomination en Conseil des Ministres d'un Procureur Général à Toulouse.

Le pilori médiatique dont Jean Volff est victime depuis quelques semaines comme Dominique Baudis atteint la Justice au cœur.

Le Garde des Sceaux, c'est-à-dire gardien des sceaux de France dont les feuilles de chênes à droite symbolise la justice et la sagesse, déloge donc un Procureur Général sur la foi de torchons médiatiques dont l'in vraisemblance n'a d'égal que l'atrocité des accusations qu'ils vocifèrent.

Finalement, le 19 juin 2003, Jean Volff sera nommé avocat général à la Cour de Cassation, chambre du droit de la sécurité sociale. Ou comment faire passer pour une promotion une sanction visant à écarter un haut magistrat d'un poste stratégique et visible et l'installer à un poste discret sous les ors de la Cour de Cassation...

Jean Volff, après avoir été invité à renoncer à la direction du Parquet Général de Toulouse, renoncera, sur un plan plus personnel, à sa candidature à la Présidence du Directoire de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine à laquelle il tenait tant³.

Encore a-t-il eu la chance, comme Dominique Baudis, de ne pas perdre le soutien de ses proches, de ses amis, de sa famille.

Mercredi 14 novembre 2001, 6h du matin

Région Nord-Pas-de-Calais, à 30km de Boulogne-sur-Mer, sous une humidité glaçante et grise, mais ai-je besoin de le préciser s'agissant d'un village du Nord-Pas-de-Calais...c'est le Nord !

Alain MARECAUX, Huissier de Justice, dont le réveil est programmé dans une heure, est réveillé par les aboiements de ses chiens et le halo blanc de phares de voitures perçant l'obscurité.

³ Jean Volff, *Un procureur général dans la tourmente, Les dérives de l'affaire Alègre*, Editions L'Harmattan

Il regarde par la fenêtre de sa chambre, observe un balai étrange de phares, de voitures et de gyrophares, dans la cour de sa maison.

Il enfle une robe de chambre, descend au rez-de-chaussée, au moment où l'on frappe à sa porte. Il ouvre.

- « Vous êtes bien Alain Marécaux ?
- Oui, c'est moi pourquoi ?
- A partir de maintenant vous êtes en garde à vue, nous allons procéder à une perquisition. Vous et votre femme êtes accusés de viols sur mineurs de moins de quinze ans »

Cris d'enfants réveillés. Incompréhension. Pleurs.

Le Commissaire, plutôt que de dire « à partir de maintenant vous êtes en garde en vue », aurait pu dire « à partir de maintenant, votre précédente vie est terminée. Détruite. Anéantie. Vous ne reverrez plus certains de vos enfants. Votre femme va vous quitter. »

Mercredi 14 mars 2007.

Boulogne-Sur-Mer, Tribunal de Grande Instance.

Alain MARECAUX prête serment pour redevenir Huissier de Justice. En présence du Parquet, le même qui requiert son placement en détention provisoire, son renvoi devant la Cour d'Assises.

S'il a retrouvé son métier, il aura en revanche perdu son épouse, sa vie familiale simple et heureuse, sa mère dont la détention de son fils aura accéléré la maladie sans qu'il puisse l'accompagner.

Deux ans de détention provisoire, trois tentatives de suicides, une grève de la faim.

Et la Rumeur n'a pas dit son dernier mot : il suffit de faire une recherche « Google »[®] sur Alain MARECAUX : la première page de résultats est édifiante. On y lit des articles et des billets de blog nauséabonds expliquant que ce notable « n'est pas si innocent que ça », qu'il suffit de regarder son sourire satisfait quand il est interrogé par les médias, qu'il a dû se faire du fric sur le dos des enfants dont il a abusé... la Justice passe, la Rumeur reste.

Internet, les smartphones, les réseaux sociaux, voilà d'ailleurs de nouveaux outils de poids pour la Rumeur et la Calomnie... Connaissez-vous la dernière application pour smartphone qui fait fureur, notamment auprès des collégiens et lycéens : l'application « Gossip »[®], tirée de la série du même nom, et dont la traduction française est « ragot ». Le principe, dérivé du synopsis de la série, est aussi simple que stupide. Il permet à ses utilisateurs de diffuser auprès de ses contacts une information sur l'un d'eux de manière anonyme. Evidemment, les rumeurs les plus outrageantes, les calomnies les plus ravageuses pour ceux qui en sont les victimes, sont les plus visibles et les plus diffusées...

Vendredi 5 juin 2015, il y a quinze jours.

Rennes, Cour d'Assises des Mineurs de l'Ille-et-Vilaine

Daniel LEGRAND, un des « acquittés d'Outreau » comme on les nomme maintenant, est de nouveau acquitté, après l'avoir été il y a dix ans pour une partie des faits qu'il aurait commis lorsqu'il était majeur.

Il sort du box des accusés et de la salle d'audience sous des cris rageurs « *violeur d'enfant* », « *justice pourrie* », « *pédophile* ».

Etait-ce l'épilogue, au moins judiciaire de l'affaire Outreau, il faut l'espérer. L'épilogue d'une Justice défiée par la Calomnie et la Rumeur, j'en doute.

Dominique, Jean, Alain, Daniel et tant d'autres. Tant de victimes de la Rumeur, de la Calomnie, que la Justice n'a pas protégées.

Je répète souvent à mes clients que la Justice est humaine, et qu'elle en a tous les défauts.

C'est d'ailleurs rassurant : qui voudrait être jugé par une machine ne prenant en compte aucun paramètre humain, aucune donnée contextuelle, et se contentant d'établir un algorithme pour prononcer un jugement ?

Mais la contrepartie d'un jugement humain, c'est d'en accepter les défaillances.

Accepter les erreurs humaines de la Justice, bien sûr.

Accepter la Rumeur et la Calomnie que personne ne peut réduire à néant, il faut s'y résigner.

Mais peut-on en revanche accepter que la Justice soit guidée et influencée par la Rumeur ?

Comment peut-on ne pas être choqué par les propos d'un Procureur de la République, qui explique qu'une information judiciaire a été ouverte dans le cadre des accusations délirantes formées contre Dominique Baudis, Marc Bourragué ou Jean Volff, en raison de « *la pression médiatique* »⁴ ?

Peut-on juger sereinement un homme si l'on cède au chantage et aux pressions médiatiques, qu'elles soient d'ailleurs fondées ou non ?

⁴ *Trois questions à... Michel Bréard* - LE MONDE | 18.09.2003 - http://www.lemonde.fr/archives/article/2003/09/18/trois-questions-a-michel-breard_334480_1819218.html#karOROt9qmbdfmtP.99

La Justice a-t-elle oublié que le pilori a été définitivement aboli par décret du 12 avril 1848 ?

Justice, peux-tu regarder les yeux dans les yeux Dominique, Jean, Marc, Alain, Daniel et les autres et leur dire : je vous ai poursuivi, je vous ai mis en examen, je vous ai même, pour certains d'entre vous, placé en détention provisoire, parce que la pression médiatique était trop forte ? Peux-tu leur dire, les yeux dans les yeux, que finalement tout va bien puisqu'ils ont été innocentés ?

N'es tu pas responsable toi aussi, Justice, des nuits blanches de ces hommes, de leurs cauchemars, ou pire ?

Regardons-nous, Justice ! Magistrats, Greffiers, Huissiers, Avocats, auxiliaires de Justice, regardons-nous et regardons-les ! Nous n'avons pas le droit d'ignorer la défaillance de notre maison commune, maison de la République. Nous n'avons pas le droit d'éluder son emballement déchaîné et irraisonné.

Bien sûr que cela n'est pas simple. Il ne suffit pas de désigner un bouc émissaire, et de désigner un magistrat comme seul responsable de la défaillance de tout un système, comme ce fut le cas pour l'affaire « Outreau ». Bien sûr que le Juge Burgaud, juge d'instruction de l'affaire « Outreau », a commis un certain nombre d'erreurs. Mais rediffuser en direct devant des milliers de téléspectateurs sa mise en cause devant les députés de l'Assemblée Nationale réunis en Commission d'Enquête, nouvelle condamnation au pilori moderne, redonne-t-elle à la Justice sa dignité et sa sérénité ? Le Juge Burgaud était-il d'ailleurs seul ? N'y avait-il pas un Parquet à l'origine des poursuites judiciaires ? N'y avait il pas une chambre de l'instruction, saisie de multiples fois en appel et confirmant les ordonnances du juge d'instruction attaquées ?

La Rumeur, elle existera toujours. Parce que ceux à qui elle profite le savent, « Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose ».

Et si la Justice se tait, la Rumeur s'engouffre. Elle comble la curiosité malsaine de la plèbe en la renforçant, et le silence de l'Institution aidant, peut en faire ce qu'elle veut.

Que faire alors ? N'est-il pas temps de se poser la question de l'aménagement du sacro-saint secret de l'instruction, qui dans ces affaires a été tous les jours bafoué ? Bien sûr qu'il n'est pas question de désigner des suspects, d'informer sur des éléments de l'enquête non vérifiés au risque de permettre à leurs protagonistes de s'en accommoder.

Mais à la lecture de certains médias s'interrogeant sur l'inertie de la Justice jusqu'à ce qu'elle finisse par céder, est-il totalement ridicule et inenvisageable de concevoir que l'Institution informe officiellement que certaines personnalités, dans le cadre d'une enquête, sont mises en cause par des témoins, et qu'à ce stade ces dénonciations non corroborées par des éléments de preuve ne permettent pas une mise en examen des dites personnalités ?

Est-ce outrageant pour la Justice que de délivrer une telle information ? L'est-ce plus que de se laisser influencer et guider par la pression médiatique ? Est-ce plus grave que de laisser s'emballer une effroyable et incontrôlable machine juridico-médiatique ?

Je n'ai pas la réponse. La Rumeur existera toujours. Elle défiera toujours la Justice. Mais ce que je crois, c'est qu'elle ne peut plus, elle ne doit plus franchir les portes du Palais. La Justice ne peut être influencée que par ses protagonistes : les témoins, les prévenus, les victimes, les preuves matérielles, les réquisitions du Parquet, les plaidoiries d'un Avocat. Elle peut même se tromper. Mais succomber au chant des sirènes médiatiques, au risque de se fracasser sur les récifs de la Calomnie et d'être dévoré par la Rumeur, non !

Madame le Bâtonnier,

Mesdames, Messieurs,

Mes Chers Confrères,

Permettez-moi de terminer ses propos par la description que faisait Beaumarchais de la Calomnie, dans son œuvre « Le Barbier de Séville »⁵, description citée d'ailleurs par Dominique Baudis en préambule de son ouvrage « Face à la Calomnie »⁶ :

« D'abord un bruit léger, rasant le sol comme hirondelle avant l'orage, pianissimo murmure et file, et sème en courant le trait empoisonné. Telle bouche le recueille, et piano, piano vous le glisse en l'oreille adroitement. Le mal est fait, il germe, il rampe, il chemine, et rinforzando de bouche en bouche il va le diable ; puis tout à coup, ne sais comment, vous voyez calomnie se dresser, siffler, s'enfler, grandir à vue d'œil ; elle s'élanche, étend son vol, tourbillonne, enveloppe, arrache, entraîne, éclate et tonne, et devient, grâce au Ciel, un cri général, un crescendo public, un chorus universel de haine et de proscription.

Qui diable y résisterait ? »

⁵ Beaumarchais, *Le barbier de Séville*, Acte II Scène 8

⁶ Dominique Baudis, *Face à la Calomnie*